

F. 95 — 1696

[C — WIN — 29353]

**4 AVRIL 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1967
tendant à promouvoir la culture cinématographique d'expression française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 22 décembre 1994 portant diverses mesures en matière d'audiovisuel et d'enseignement;
Vu l'arrêté royal du 22 juin 1967 tendant à promouvoir la culture cinématographique d'expression française, modifié par les arrêtés des 17 février 1976 et 24 mars 1978;
Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 février 1995;
Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;
Vu l'urgence telle que motivée ci-dessous;
Considérant la nécessité de voir la Communauté française encourager l'art cinématographique et audiovisuel en général;
Considérant le manque d'adéquation des mesures actuellement en vigueur en regard des nécessités du secteur,
Considérant l'urgence de l'adoption du présent arrêté eu égard au laps de temps nécessaire à la mise en place des structures indispensables à son fonctionnement,
Sur proposition du Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 1995,

Arrête :

Article 1er. A l'article 2 de l'arrêté royal du 22 juin 1967 les mots "qui a la culture française" sont remplacés par les mots "qui a l'audiovisuel".

Art. 2. Il est inséré à l'arrêté royal du 22 juin 1967 après l'article 2 et avant le chapitre Ier, un titre I — Mesures d'incitation à la production de films et à la promotion de l'art cinématographique

Art. 3. A l'article 11 de l'arrêté royal du 22 juin 1967 les mots "Administration générale des Affaires culturelles de langue française" sont remplacés par les mots "Centre du cinéma et de l'audiovisuel"

Art. 4. Le troisième paragraphe de l'article 12 de l'arrêté royal du 22 juin 1967 est abrogé

Art. 5. A l'article 12 de l'arrêté royal du 22 juin 1967 il est ajouté un paragraphe 2 ainsi rédigé "Elle donne au Ministre, soit de sa propre initiative, soit à la demande de celui-ci, son avis au sujet des problèmes concernant le cinéma"

Art. 6. Aux articles 13 et 14 de l'arrêté royal du 22 juin 1967 le mot "Roi" est remplacé par le mot "Ministre"

Art. 7. Le chapitre IV de l'arrêté royal du 22 juin 1967 est abrogé

Art. 8. Le chapitre V de l'arrêté royal du 22 juin 1967 est abrogé

Art. 9. Il est ajouté au chapitre III de l'arrêté royal du 22 juin 1967 un article 18 ainsi rédigé "Contre les tâches qui lui sont confiées par l'article 15 du présent arrêté, le directeur général réunit une documentation relative à la culture cinématographique en Belgique et à l'étranger. Il tient cette documentation à la disposition de la Commission de sélection"

Art. 10. Il est ajouté à l'arrêté royal du 22 juin 1967 un titre II ainsi rédigé

"TITRE II. — Mesures d'incitation à la diffusion de films belges d'expression française

CHAPITRE Ier. — Généralités

Article 19. § 1er. Dans les limites des crédits budgétaires, une subvention à la diffusion et une prime à la qualité peuvent être octroyées aux producteurs de films belges d'expression française moyennant respect des conditions fixées à l'article 20.

§ 2. Ne donnent pas lieu à l'octroi des subventions :

1° les films publicitaires, c'est-à-dire ceux qui ont pour objet une publicité manifeste en faveur d'un produit, d'un service, d'une marque ou d'une firme commerciale et industrielle,

2° les films commandés par les pouvoirs publics ou les organismes visés par l'article 1er de la loi du 16 mars 1954, à l'exception des films dont la distribution commerciale est laissée au producteur,

3° les films d'actualités.

§ 3. Par année :

1° seuls deux épisodes d'une même série peuvent donner lieu à l'octroi des subventions;

2° seuls deux films d'un même réalisateur peuvent être introduits par an.

§ 4. Le Ministre peut, sur avis de la Commission du Film visée à l'article 31, refuser la subvention à la diffusion pour les films qui ne possèdent pas les qualités culturelles jugées suffisantes.

Art. 20. Pour être admis au bénéfice des subventions, les producteurs doivent remplir les conditions suivantes :

1° faire parvenir au Centre du cinéma et de l'audiovisuel une déclaration de mise en chantier relative au film pour lequel les subventions sont demandées et portant mention de l'espèce du film, de son métrage présumé, du scénario, du devis du film ainsi que de la date du début de sa réalisation, cette déclaration doit parvenir au Centre du cinéma et de l'audiovisuel avant le début des prises de vues; après réalisation le producteur est tenu de fournir le prix de revient détaillé de son film, ainsi que les documents annexés;

2° le film doit avoir été reconnu par le Centre du cinéma et de l'audiovisuel comme belge d'expression française, conformément à l'article 22;

3° les films tournés en 35 mm doivent avoir une longueur minimum de 160 mètres; pour les formats autres que le 35 mm, les longueurs sont réduites proportionnellement aux formats employés.

Art. 21. Chaque producteur ne peut introduire que cinq films par an.

Art. 22. Sont reconnus comme belges d'expression française au sens de l'article 20, 2°, les films qui répondent aux conditions suivantes :

1° avoir été réalisés en version originale française; ils peuvent néanmoins comporter une part de dialogues en d'autres langues, cette part ne pouvant excéder le quart de la durée totale du film, sauf dérogation accordée par le Ministre pour les longs métrages;

2° avoir bénéficié d'une aide sélective à la production émanant de la Communauté française de Belgique; en cas d'aide conjointe de la Communauté française et de la Communauté flamande, l'aide de la Communauté française devra avoir été prépondérante;

3° au cas où il n'y a pas eu d'aide sélective, les films sont reconnus comme belges s'ils ont été coproduits conformément aux accords internationaux en vigueur ou s'ils réunissent au moins dix points attribués selon les critères suivants :

- a) trois points sont attribués au film dont le réalisateur est belge d'expression française;
- b) deux points sont attribués au film dont le rôle principal est tenu par un acteur belge d'expression française;
- c) deux points sont attribués au film dont le producteur délégué est belge d'expression française;
- d) un point est attribué au film dont le scénario est une adaptation d'une oeuvre écrite par un auteur se rattachant aux lettres belges de langue française;
- e) un point est attribué au film dont le scénariste est belge d'expression française;
- f) un point est attribué au film dont le compositeur de musique est belge d'expression française;
- g) un point est attribué au film dont le directeur de la photographie est belge d'expression française;
- h) un point est attribué au film dont l'ingénieur du son est belge d'expression française;
- i) un point est attribué au film dont le chef décorateur est belge d'expression française;
- j) un point est attribué au film dont le chef monteur est belge d'expression française;

4° 50 % au moins des émoluments et des frais remboursables payés à l'ensemble des personnes qui ont prêté une collaboration intellectuelle, artistique ou technique à la réalisation du film doivent être à des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne.

Un certificat de nationalité belge valant attestation auprès des autorités compétentes des Etats membres de l'Union européenne peut être délivré en application de l'article 11 de la directive du 15 octobre 1963 du Conseil de la C.E.E. et aux conditions prévues par cette directive.

CHAPITRE II — La subvention à la diffusion

Art. 23. La subvention à la diffusion ne peut dépasser, en aucun cas, le coût du film. Elle est plafonnée à un montant de 2,7 millions par court métrage et, s'il s'agit d'une coproduction, à l'apport du coproducteur belge.

Art. 24. § 1er. La subvention est versée sous forme de primes.

§ 2. Donne droit à la prime, la projection d'un film reconnu comme belge d'expression française au sens de l'article 20, 2° qui fait partie d'un programme complet projeté dans une salle cinématographique publique.

Par programme complet, il faut entendre un programme de cinéma composé d'un film de long métrage accompagné d'un court métrage.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le programme complet peut être composé de sept courts métrages au moins et de douze courts métrages au plus.

§ 3. La prime est fixée à un montant équivalent :

1° pour les films de long métrage, c'est-à-dire pour les films de 1.600 mètres et plus, à 15 ou 25 % du montant de la recette brute;

2° pour les films de court métrage, c'est-à-dire pour des films de plus de 160 mètres, à 2 ou 5 % du montant de la recette brute s'il s'agit d'un documentaire, à 3 ou 7 % du montant de la recette brute s'il s'agit d'un court métrage de fiction et à 4 ou 8 % du montant de la recette brute s'il s'agit d'un court métrage d'animation complète.

Par dérogation au § 3, 2°, s'il s'agit d'un court métrage d'animation complète, la longueur minimale est de 120 mètres.

Par recette brute, il faut entendre la recette produite par le programme dont le film fait partie.

Art. 25. Le Ministre fixe les pourcentages visés à l'article 23, suivant la qualité du film, après avoir pris l'avis de la Commission du Film visée à l'article 31.

Art. 26. § 1er. Sous peine d'irrecevabilité, les demandes de primes doivent être introduites par trimestre dans les trois mois qui suivent la fin de chaque trimestre.

Ces dispositions sont applicables aux films alors même qu'ils n'ont pas encore été soumis à la Commission du Film visée à l'article 31.

§ 2. Il appartient aux producteurs ou distributeurs d'approvisionner l'exploitant de salles en bordereaux, disponibles auprès du Centre du cinéma et de l'audiovisuel, sur lesquels l'exploitant déclarera, dans les huit jours suivant la dernière projection hebdomadaire, la recette brute réalisée au cours des séances où il a projeté un film reconnu comme belge d'expression française. Il transmettra l'original du document au Centre du cinéma et de l'audiovisuel et une copie au Ministère des Finances.

Il en conservera une copie jusqu'au 31 décembre de l'année suivante et en délivrera trois autres aux producteurs ou aux distributeurs. Le producteur joindra l'une d'elle à sa demande de prime trimestrielle qui se présentera comme un relevé, ventilé par cinéma, des recettes brutes réunies par ses films au cours du trimestre. Cette demande est datée et signée et portera la mention "certifiée sincère et véritable à la somme de ..." suivie du montant total de la prime trimestrielle en toute lettre.

La demande de prime doit être établie en quatre exemplaires et être accompagnée d'un exemplaire des bordereaux. Les bordereaux doivent être datés et signés. Ils ne peuvent être raturés.

§ 3. Toute déclaration frauduleuse entraînera la déchéance de la demande de prime pour le film qui en a fait l'objet, sans préjudice de l'application des sanctions pénales.

En outre, le Ministre peut, par décision motivée, retirer pour l'avenir le bénéfice des subventions au producteur qui aurait fait des déclarations fausses.

Avant de prendre sa décision, le Ministre notifie à l'intéressé les faits qui peuvent justifier le retrait de subventions.

Dans les quinze jours à dater de cette notification, l'intéressé peut faire parvenir au Ministre une note justificative.

Dès l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, le Ministre peut prendre la décision de retrait.

Art. 27. Sont seules prises en considération pour le calcul de la prime, les projections postérieures à la date de l'introduction de la demande de reconnaissance du film comme production belge d'expression française.

L'attribution des primes a lieu à la fin de l'exercice budgétaire.

Les projections effectuées plus de cinq ans après la première sortie en distribution commerciale du film, cessent de donner lieu à l'attribution de primes.

CHAPITRE III. — *La prime à la qualité*

Art. 28. En plus de la subvention à la diffusion visée à l'article 24, les films de court métrage reconnus comme belge d'expression française, au sens de l'article 20, 2°, peuvent bénéficier d'une prime à la qualité dans les cas où des crédits budgétaires le permettent, conformément à l'article 36, 2e alinéa.

La prime est fixée à un montant de 250 000 FB, 500 000 FB ou 1 000 000 FB.

Art. 29. Le Ministre fixe le montant de la prime visée à l'article précédent après avoir pris l'avis de la Commission du Film visée à l'article 31.

Par exercice budgétaire, il peut y avoir au maximum 10 primes d'un montant de 250 000 FB, 5 primes d'un montant de 500 000 FB et 5 primes d'un montant de 1 000 000 FB.

Art. 30. Les primes à la qualité sont réparties entre le réalisateur et le producteur à raison de 40 % pour le premier et de 60 % pour le second.

CHAPITRE IV. — *La Commission du Film*

Art. 31. Il est institué une Commission du Film composée :

1° d'un Président et un Président suppléant, nommés parmi le personnel du Centre du cinéma et de l'audiovisuel.

2° de quatre membres effectifs et quatre membres suppléants représentant le secteur audiovisuel.

3° de trois membres effectifs et trois membres suppléants nommés au sein du personnel du Centre du cinéma et de l'audiovisuel.

Les Présidents et les membres sont nommés par le Gouvernement pour une durée de quatre ans.

Tout membre qui quitte la Commission est remplacé dans les trois mois qui suivent. Le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

Tout membre effectif qui ne peut assister à une réunion avertit lui-même son suppléant.

Le Secrétariat de la Commission est assuré par le Centre du cinéma et de l'audiovisuel.

Art. 32. La Commission du Film établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 33. La Commission du Film donne son avis au Ministre dans les cas prévus aux articles 20, 24 et 28.

Art. 34. Le Centre du cinéma et de l'audiovisuel délivre au producteur du film reconnu comme belge d'expression française une lettre d'identification indiquant le titre et le numéro d'ordre du film.

Cette lettre d'identification ou un duplicata de celle-ci doit accompagner toute copie du film.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 35. Les agents désignés par le Gouvernement de la Communauté française pour assurer l'application de l'arrêté ministériel du 17 novembre 1972 instaurant un registre public du film, sont également habilités à vérifier les déclarations introduites par les producteurs de films belges.

A cette fin, ils peuvent se faire produire toutes pièces, documents ou livres et rechercher tous renseignements utiles à l'accomplissement de leur mission auprès des producteurs de films et auprès des exploitants de salles.

Cette habilitation inclut, pour le service exerçant ce contrôle, le droit d'imposer à tout producteur belge sollicitant une prime de produire dans les locaux du Centre du cinéma et de l'audiovisuel les pièces comptables propres à clarifier la situation en cas de litige dans le calcul du montant d'une prime à charge de la Communauté française. La non présentation des pièces dans l'année budgétaire en cours sera considérée comme une renonciation, de la part du producteur, à la prime sollicitée.

Art. 36. Les primes visées à l'article 24 sont allouées dans les limites des crédits budgétaires inscrits à cette fin au budget de la Communauté française. Un maximum de 40 % des crédits sont réservés aux primes à la diffusion des films de long métrage.

Par exercice budgétaire, si les crédits réservés aux films de long métrage ne sont pas épuisés, le reliquat sera réservé pour le paiement proportionnel des primes à la qualité visées au chapitre III. Si les crédits réservés aux films de long métrage et aux primes à la qualité ne sont pas épuisés, le reliquat sera ajouté au quota destiné aux films de court métrage. Si les crédits réservés aux films de court métrage ne sont pas épuisés, le reliquat sera attribué au quota destiné aux films de long métrage et aux primes à la qualité.

Art. 37. Tous les deux ans, à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, la Commission prévue au chapitre IV présente au Ministre un rapport permettant d'évaluer l'octroi des subventions et des primes à la qualité. Ce rapport est soumis pour avis aux organisations professionnelles."

Art. 11. L'article 27 de l'arrêté royal du 22 juin 1967 est abrogé.

Art. 12. Le Ministre qui a l'audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 4 avril 1995.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Éducation et de l'Audiovisuel,
Ph. MAHOUX

VERTALING

N. 95 — 1696

[C — WIN — 29353]

4 APRIL 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1967 ter bevordering van de Franstalige filmcultuur

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 22 december 1994 houdende verschillende maatregelen in verband met de audiovisuele sector en het onderwijs;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juni 1967 ter bevordering van de Franstalige filmcultuur, gewijzigd bij de besluiten van 17 februari 1976 en 24 maart 1978;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financien, gegeven op 10 februari 1995;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de noodzakelijkheid zoals hierboven gemotiveerd;

Overwegende dat het noodzakelijk is in de Franse Gemeenschap de filmkunst en de audiovisuele sector in het algemeen aan te moedigen;

Overwegende dat er te weinig adequate bestaat tussen de maatregelen die voor het ogenblik van toepassing zijn en de behoeften van de sector;

Overwegende dat het noodzakelijk is dit besluit aan te nemen gelet op de tijd die nodig is voor het installeren van de structuren die absoluut vereist zijn voor zijn werking;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en de Audiovisuele sector;

Gelet op de na de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 1995 genomen beslissing.

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het koninklijk besluit van 22 juni 1967 zijn de woorden "de Franse cultuur" vervangen door de woorden "de audiovisuele sector"

Art. 2. In het koninklijk besluit van 22 juni 1967 wordt er na artikel 2 en voor hoofdstuk I een titel I ingevoegd — Maatregelen ter aansporing van de productie van films en ter bevordering van de filmkunst.

Art. 3. In artikel 11 van het koninklijk besluit van 22 juni 1967 worden de woorden "Algemeen Bestuur van de Franstalige Culturele Zaken" vervangen door de woorden "Centrum voor de film en de audiovisuele sector".

Art. 4. Lid drie van artikel 12 van het koninklijk besluit van 22 juni 1967 wordt opgeheven.

Art. 5. In artikel 12 van het koninklijk besluit van 22 juni 1967 wordt er een lid 2 gevoegd luidend als volgt : "Zij geeft aan de Minister, ofwel uit eigen beweging, ofwel op zijn verzoek, haar advies over de problemen betreffende de film."

Art. 6. In de artikelen 13 en 14 van het koninklijk besluit van 22 juni 1967 wordt het woord "Koning" vervangen door het woord "Minister".

Art. 7. Hoofdstuk IV van het koninklijk besluit van 22 juni 1967 is opgeheven.

Art. 8. Hoofdstuk V van het koninklijk besluit van 22 juni 1967 is opgeheven.

Art. 9. Bij hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 22 juni 1967 wordt er een artikel 18 gevoegd luidend als volgt : "Buiten de taken die hem worden toevertrouwd door artikel 15 van dit besluit, verzamelt de directeur-generaal een documentatie in verband met de filmcultuur in België en in het buitenland. Hij houdt deze documentatie ter beschikking van de Selectiecommissie."

Art. 10. Bij het koninklijk besluit van 22 juni 1967 wordt er een titel II gevoegd luidend als volgt :

"TITEL II. — Maatregelen ter bevordering van de vertoning van Belgische franstalige films

HOOFDSTUK I. — Algemeenheden

Artikel 19. § 1. Binnen de perken van de begrotingskredieten, kunnen een toelage voor de vertoning en een premie voor de kwaliteit toegekend worden aan de producers van Belgische Franstalige films mits naleving van de voorwaarden vastgesteld in artikel 20.

§ 2. Geven geen aanleiding tot toekenning van de toelagen :

1° reclamefilms, d.w.z. de films die tot doel hebben een duidelijke reclame ten bate van een produkt, een dienst, een merk of een handels- en industriële firma;

2° de films besteld door de overheids machten of de instellingen bedoeld bij artikel 1 van de wet van 16 maart 1954, met uitzondering van de films waarvan de commerciële distributie aan de producer overgelaten is;

3° de actualiteitenfilms.

§ 3. Per jaar :

1° alleen twee afleveringen van eenzelfde serie mogen aanleiding geven tot het toekennen van toelagen;

2° alleen twee films van eenzelfde regisseur mogen per jaar ingediend worden.

De Minister mag, op advies van de Filmcommissie bedoeld in artikel 31, de toelage weigeren voor de vertoning van de films die de nodig geachte culturele kwaliteiten niet bezitten.

Art. 20. Om toelagen te kunnen genieten, moeten de producers de volgende voorwaarden vervullen :

1° aan het Centrum voor de film en de audiovisuele sector een verklaring laten toekomen met betrekking van de aanvatting van het draaien van de film waarvoor de toelagen worden gevraagd en met melding van de soort film, van zijn veronderstelde lengte, van het scenario, van de begroting van de film alsook van de datum van het begin van zijn productie; deze verklaring moet toekomen in het Centrum voor de film en de audiovisuele sector voor de aanvang van de filmopnamen; na de productie is de producer ertoe gehouden de gedetailleerde kostprijs te leveren van zijn film, alsook de bijgevoegde documenten;

2° de film moet erkend geweest zijn door het Centrum voor de film en de audiovisuele sector als Franstalige Belgische film, overeenkomstig artikel 22;

3° de films gedraaid in 35 mm moeten een minimum lengte hebben van 160 meter; voor de afmetingen andere dan 35 mm, zijn de lengten ingekort, evenredig met het gebruikte beeldformaat.

Art. 21. Elke producer mag enkel vijf films per jaar indienen.

Art. 22. Worden als Belgische Franstalige films in de zin van artikel 20, 2° erkend, de films die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° geregisseerd geweest zijn in de Franstalige originele versie; zij mogen niettemin een deel dialogen in andere talen bevatten, dit deel mag niet groter zijn dan het vierde van de totale duur van de film, tenzij afwijking toegestaan door de Minister voor de langspeelfilms;

2° een selectieve hulp voor de productie komende van de Franse Gemeenschap van België genoten hebben; in geval van gemeenschappelijke hulp van de Franse Gemeenschap en de Vlaamse Gemeenschap, zal de hulp van de Franse Gemeenschap moeten overwegend geweest zijn;

3° in geval dat er geen selectieve hulp geweest is, zijn de films erkend als Belgische, indien zij geproduceerd werden overeenkomstig de geldende internationale akkoorden of indien zij ten minste tien punten behalen toegekend volgens de volgende criteria :

a) drie punten worden toegekend aan de film waarvan de regisseur een Franstalige Belg is;

b) twee punten worden toegekend aan de film waarvan de hoofdrol gespeeld wordt door een Franstalige Belgische acteur;

c) twee punten worden toegekend aan de film waarvan de afgevaardigde producer een Franstalige Belg is;

d) een punt wordt toegekend aan de film waarvan het scenario een bewerking is van een werk geschreven door een auteur die verband heeft met de Belgische -Franstalige letteren;

e) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de scenarioschrijver(-ster) een Franstalige Belg is;

f) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de componist een Franstalige Belg is;

g) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de directeur van de fotografie een Franstalige Belg is;

h) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de geluidstechnicus een Franstalige Belg is;

i) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de hoofddecorbouwer een Franstalige Belg is;

j) een punt wordt toegekend aan de film waarvan de hoofdcutter een Franstalige Belg is;

4° ten minste 50 % van de bezoldigingen en de effloerbare kosten betaald aan het geheel van de personen die een intellectuele, artistieke of technische samenwerking hebben verleend aan het regisseren van de film moeten toekomen aan staatsburgers van de Lidstaten van de Europese Unie

Een certificaat van Belgische nationaliteit dat als attest bij de bevoegde overheden van de Lidstaten van de Europese Unie kan gelden, kan afgegeven worden in toepassing van artikel 11 van de richtlijn van 15 oktober 1963 van de Raad van de EEG en onder de voorwaarden voorzien door deze richtlijn.

HOOFDSTUK II. — De toelage aan de vertoning

Art. 23. De toelage aan de vertoning mag in geen geval hoger zijn dan de kosten van de film. Zij is geplafonneerd op een bedrag van 2,7 miljoen per korte film en indien het een co-productie betreft, op de inbreng van de Belgische co-producer.

Art. 24. § 1. De toelage wordt gestort in de vorm van premies.

§ 2. Geeft recht op de premie de vertoning van een film erkend als Franstalige Belgische film in de zin van artikel 20, 2° die deel uitmaakt van een volledig programma geprojecteerd in een publieke bioscoop.

Onder volledig programma moet verstaan worden een filmprogramma bestaande uit een langspeelfilm vergezeld van een korte film.

In afwijking van vorig lid kan het volledig programma bestaan uit zeven korte films ten minste en ten hoogste uit twaalf korte films.

§ 3. De premie is vastgesteld op een bedrag equivalent aan :

1° voor de langspeelfilms, d.w.z. voor de films van 1 600 meter en meer, 15 of 25 % van het bedrag van de bruto-inkomst;

2° voor de korte films, d.w.z. voor de films van meer dan 160 meter, 2 of 5 % van het bedrag van de bruto-inkomst indien het over een documentaire gaat, 3 of 7 % van het bedrag van de bruto-inkomst indien het een korte fictiefilm betreft en 4 of 8 % van het bedrag van de bruto-inkomst indien het een korte film betreft van volledige animatie.

In afwijking van § 3, 2° indien het een korte film betreft van volledige animatie, is de minimale lengte 120 meter.

Onder bruto-inkomst moet verstaan worden : de inkomst geleverd door het programma waarvan de film deel uitmaakt.

Art. 25. De Minister bepaalt de percentages bedoeld in artikel 2 volgens de kwaliteit van de film, na het advies te hebben ingewonnen van de Filmcommissie bedoeld in artikel 31.

Art. 26. § 1. Op straffe van onontvankelijkheid, moeten de aanvragen van premies ingediend worden per trimester binnen de drie maanden die volgen op het einde van elk trimester.

Deze bepalingen zijn van toepassing op de films zelfs wanneer zij noch niet werden onderworpen aan de Filmcommissie bedoeld in artikel 31.

§ 2. Het komt de producers of de filmverhuurders toe de zaaluitbater borderellen te bezorgen die beschikbaar zijn bij het Centrum voor de film en de audiovisuele sector, waarop de uitbater binnen de acht dagen die volgen op de laatste wekelijkse vertoning de bruto-inkomst zal vermelden verwezenlijkt in de loop van de vertoningen tijdens welke hij een film heeft geprojecteerd erkend als Franstalige Belgische film. Hij zendt het originele document naar het Centrum voor de film en de audiovisuele sector en een afschrift aan het Ministerie van Financiën.

Hij houdt er een afschrift van tot 31 december van het volgend jaar en geeft er drie andere af aan de producers of verhuurders. De producer voegt er een van zijn trimestriële premieaanvraag in de vorm van een samenvattende tabel, verdeeld per bioscoop, van de bruto-inkomsten opgebracht door zijn films tijdens het trimester. Deze aanvraag is gedateerd en ondertekend en zal de vermelding dragen "Deugdelijk en onvergolden verklaard tot het bedrag van..." gevolgd door het totaal bedrag van de trimestriële premie in volle letters.

De aanvraag van de premie moet opgemaakt worden in viervoud en vergezeld gaan van een exemplaar van de borderellen. De borderellen moeten getekend en gedateerd zijn. Er mogen geen doorhalingen op de borderellen voorkomen.

§ 3. Elke valse verklaring zal de nietigheid van de aanvraag van de premie tot gevolg hebben voor de film in kwestie, onverminderd de toepassing van de strafrechtelijke straffen.

Bovendien kan de Minister bij gemotiveerde beslissing voor de toekomst het genot van de toelagen onttrekken aan de producer die valse verklaringen afgelegd zou hebben.

Vooraleer zijn beslissing te nemen, geeft de Minister aan betrokkene kennis van de feiten die de intrekking van de toelagen kunnen verantwoorden.

Binnen de veertien dagen te rekenen vanaf deze notificatie, kan betrokkene aan de Minister een verantwoordingsnota laten geworden.

Zodra de termijn bedoeld in vorig lid verstreken is, kan de Minister de beslissing tot intrekking nemen.

Art. 27. Worden enkel in aanmerking genomen voor de berekening van de premie de vertoningen die na de datum van de indiening van de aanvraag voor de erkenning van de film als Belgische Franstalige productie werden gedaan.

De toekenning van de premies heeft plaats op het einde van het begrotingsjaar.

De vertoningen die meer dan vijf jaar na de eerste uitvoering in handelsdistributie van de film werden gedaan, geven geen recht meer op de toekenning van premies.

HOOFDSTUK III. — *De kwaliteitspremie*

Art. 28. Naast de toelage voor de vertoning bedoeld bij artikel 24 mogen de korte films erkend als Belgische Franstalige films in de zin van artikel 20, 2° een kwaliteitspremie genieten in de gevallen waar de begrotingskredieten het toelaten, overeenkomstig artikel 36, lid 2.

De premie is vastgesteld op een bedrag van 250 000 BF, 500 000 BF of 1 000 000 BF.

Art. 29. De Minister bepaalt het bedrag van de premie bedoeld bij het vorig artikel na het advies te hebben ingewonnen van de Filmcommissie bedoeld in artikel 31.

Per begrotingsjaar kunnen er ten hoogste 10 premies van een bedrag van 250 000 BF, 5 premies van een bedrag van 500 000 BF en 5 premies van een bedrag van 1 000 000 BF zijn.

Art. 30. De kwaliteitspremie worden verdeeld tussen de regisseur en de producer naar rata van 40 % voor de eerste en 60 % voor de tweede.

HOOFDSTUK IV. — *De Filmcommissie*

Art. 31. Er wordt een Filmcommissie ingesteld bestaande uit :

1° een Voorzitter en een plaatsvervangende Voorzitter benoemd onder het personeel van het Centrum voor de film en de audiovisuele sector;

2° vier effectieve leden en vier plaatsvervangende leden die de audiovisuele sector vertegenwoordigen.

3° drie effectieve leden en drie plaatsvervangende leden benoemd binnen het personeel van het Centrum voor de film en de audiovisuele sector.

De Voorzitters en de leden zijn benoemd door de Regering voor een duur van vier jaar.

Ieder lid dat de Commissie verlaat, wordt vervangen binnen de drie maanden die volgen. Het nieuwe lid voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Ieder effectief lid dat niet aanwezig kan zijn op een vergadering verwittigt zelf zijn plaatsvervanger.

Het Secretariaat van de Commissie wordt waargenomen door het Centrum voor de film en de audiovisuele sector.

Art. 32. De Filmcommissie stelt haar huishoudelijk reglement vast.

Art. 33. De Filmcommissie geeft haar advies aan de Minister in de gevallen voorzien in de artikelen 20, 24 en 28.

Art. 34. Het Centrum voor de film en de audiovisuele sector bezorgt de producer van de film erkend als Belgische Franstalige film een identificatiebrief met vermelding van de titel en het ordernummer van de film.
Deze identificatiebrief of een duplicaat ervan moet bij elke kopij van de film gevoegd zijn.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 35. De ambtenaren aangewezen door de Regering van de Franse Gemeenschap om de toepassing te waarborgen van het ministerieel besluit van 17 november 1972 houdende aanlegging van een openbaar register voor de film zijn eveneens gemachtigd om de verklaringen ingediend door de producers van Belgische films na te zien.

Daartoe mogen zij elk stuk, document of boek laten voorleggen en alle inlichtingen opzoeken die nuttig zijn om hun opdracht te vervullen bij de producers van films en bij de zaaluitbaters.

Deze machtiging houdt voor de dienst die deze controle uitoefent het recht in aan iedere Belgische producer die een premie aanvraagt op te dringen de rekenplichtige stukken voor te leggen in de lokalen van het Centrum voor de film en de audiovisuele sector die geschikt zijn om de situatie op te helderen in geval van betwisting in de berekening van het bedrag van een premie ten laste van de Franse Gemeenschap. Het niet-voorleggen van de stukken in het lopende begrotingsjaar zal beschouwd worden als een afstand van de gevraagde premie vanwege de producer.

Art. 36. De premies bedoeld bij artikel 24 zullen toegekend worden binnen de perken van de begrotingskredieten daartoe ingeschreven op de begroting van de Franse Gemeenschap. Een maximum van 40 % van de kredieten zijn voorbehouden voor de premies voor de vertoning van de langspeelfilms.

Per begrotingsjaar indien er nog kredieten voorbehouden voor de langspeelfilms overblijven, wordt het overblijvend gedeelte voorbehouden voor de proportionele betaling van de kwaliteitspremie bedoeld in hoofdstuk II. Indien er nog kredieten voorbehouden voor de langspeelfilms en voor de kwaliteitspremie overschieten wordt het overblijvend gedeelte gevoegd bij het quotum bestemd voor de korte films. Indien er nog kredieten voorbehouden voor de korte films overblijven, gaat het overblijvend gedeelte naar het quotum bestemd voor de langspeelfilms en de kwaliteitspremie.

Art. 37. Om de twee jaar, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, legt de Commissie voorzien in hoofdstuk IV aan de Minister een verslag voor dat toelaat de toekenning te schatten van de toelagen en de kwaliteitspremie. Dit verslag wordt voorgelegd voor advies aan de beroepsorganisaties."

Art. 11. Artikel 27 van het koninklijk besluit van 22 juni 1967 wordt opgeheven.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 4 april 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele sector,

Ph. MAHOUX

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

30

F. 95 — 1697

30 MARS 1995. — Ordonnance relatif à la Fréquentation des Bois et Forêts dans la Région de Bruxelles-Capitale (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

CHAPITRE 1^{er}. — De la promotion de l'utilisation sociale des bois et forêts et de leur protection

Art. 2. La présente ordonnance régleme la circulation dans les bois et forêts en général, ainsi que leur fréquentation, en vue de concilier leur fonction récréative et écologique.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 95 — 1697

30 MAART 1995. — Ordonnantie betreffende het Bezoeken van de Bossen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — De bevordering van het sociale gebruik van de bossen en de bescherming ervan

Art. 2. Deze ordonnantie regelt het verkeer in alle bossen en het bezoek ervan om de recreatieve en ecologische functies ervan te verzoenen.

(1) Session ordinaire 1993-1994

Documents du Conseil : A — 311/1 Projet d'ordonnance.

Session ordinaire 1994-1995

A — 311/2 Rapport.

Compte rendu intégral : Discussion. Séance du 16 mars 1995. Adoption. Séance du 17 mars 1995.

(1) Gewone zitting 1993-1994

Documenten van de Raad : A — 311/1 Ontwerp van ordonnantie.

Gewone zitting 1994-1995

A — 311/2 Verslag.

Volledig verslag : Bespreking, Vergadering van 16 maart 1995. Aanneeming, Vergadering van 17 maart 1995.